

Objet : Enquête publique relative au projet de révision du règlement local de publicité

LE MAIRE DE LA VILLE D'AMIENS

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu le Code de l'Urbanisme, notamment l'article L.153-19
Vu le Code de l'Environnement, notamment les articles L.123-1 à L.123-18 et R.123-1 à R.123-27
Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 12 septembre 2019 prescrivant la révision du Règlement Local de Publicité et fixant les objectifs poursuivis et les modalités de concertation,
Vu le débat sur les orientations tenu le 28 janvier 2021 au sein du Conseil Municipal,
Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 22 avril 2021 arrêtant le projet de RLP,
Vu la décision en date du 9 juin 2021 de Madame la Présidente du Tribunal Administratif d'Amiens désignant le commissaire enquêteur chargé de conduire l'enquête publique relative à la révision du RLP,
Vu les pièces du dossier soumis à l'enquête publique,
Après avoir consulté le commissaire enquêteur, afin de déterminer les dates de réception du public,

- ARRÊTE -

ARTICLE 1er : Il sera procédé à une enquête publique sur le projet de révision du Règlement Local de Publicité de la Ville d'Amiens. Elle se déroulera du lundi 16 août 2021 à 9h00 jusqu'au mardi 21 septembre 2021 à 17h00, soit une durée de 37 jours consécutifs. Le siège de l'enquête publique est domicilié à la Direction de l'Urbanisme Réglementaire, 7 rue de la Malmaison, 80027 Amiens (du lundi au vendredi 9h00-12h30/ 13h30-17h00) .

Le Règlement Local de Publicité encadre les publicités, les préenseignes et les enseignes.

La révision du règlement local de publicité a pour objectif de :

-Mettre le RLP en conformité avec les évolutions législatives et réglementaires issues de la réforme de 2012 et notamment les règles de format, d'implantation et de densité applicables aux préenseignes et aux publicités.

-Valoriser le bâti remarquable et le paysage d'Amiens qui concentre près de 70 monuments inscrits ou classés dont la Cathédrale Notre Dame et le Beffroi classés patrimoine mondial à l'unesco et les sites inscrits des Hortillonnages en modifiant les périmètres de publicité interdite conformément à la loi relative à la liberté de création, à l'architecture et au patrimoine (LCAP) de 2016.

-Encadrer les nouveaux modes de communication telles que les publicités

ARTICLE 2 : La Ville d'Amiens est responsable du projet. Des informations afférentes à l'enquête peuvent être demandées auprès de la Direction de l'Urbanisme Réglementaire aux numéros de téléphone suivants : 03 22 97 14 73 et 03 22 97 41 80.

ARTICLE 3 : Afin de conduire l'enquête publique de révision du RLP de la Ville d'Amiens, la Présidente du tribunal administratif d'Amiens a désigné Monsieur Jean-Claude Hély en qualité de commissaire enquêteur.

ARTICLE 4 : Les pièces du dossier d'enquête publique, sur support papier, ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles, coté et paraphé, seront consultables à la Direction de l'Urbanisme Réglementaire, aux jours et heures habituels d'ouverture au public du lundi 16 août à 9h00 au mardi 21 septembre 2021 à 17h00.

Le dossier d'enquête sera également consultable sur le site internet de la Ville d'Amiens : <https://www.amiens.fr>

Pendant la durée de l'enquête, le public pourra consigner ses observations et propositions :

-sur le registre d'enquête papier établi sur feuillets non mobiles mis à sa disposition à la Direction de l'Urbanisme Réglementaire.

-par voie électronique à l'adresse suivante : revision-rlp@amiens-metropole.com, avec mention de l'objet du courriel « observations RLP pour le commissaire enquêteur ».

-par voie postale en adressant un courrier à la Mairie d'Amiens, Place de l'Hôtel de Ville BP 2720. 80027 Amiens Cedex 1, avec mention de l'objet du courrier « observations RLP pour le commissaire enquêteur ».

Les mails et courriers seront rendus anonyme et annexés au registre d'enquête.

ARTICLE 5 : Le Commissaire enquêteur recevra également les personnes intéressées lors des permanences suivantes à la Direction de l'Urbanisme Réglementaire :

- Le lundi 16 août 2021 de 9h00 à 12h00
- Le jeudi 2 septembre 2021 de 14h00 à 17h00
- Le Mardi 21 septembre 2021 de 14h00 à 17h00

ARTICLE 6 : Le dossier d'enquête publique est communicable à toute personne sur sa demande et à ses frais, avant l'ouverture de l'enquête publique ou pendant celle-ci.

ARTICLE 7 : Le public est appelé à respecter les consignes sanitaires en vigueur ainsi que celles affichées du masque obligatoire, les salles de permanences limitées à 2 personnes à la fois et le lavage des mains au gel hydroalcoolique obligatoire dès l'entrée dans la pièce et particulièrement avant de manipuler le dossier et/ou d'inscrire des observations dans le registre. L'usage d'un stylo personnel est vivement recommandé.

ARTICLE 8 : A l'expiration du délai d'enquête publique prévu à l'article 1, le registre sera clos par le commissaire enquêteur. Le commissaire-enquêteur transmettra l'ensemble des observations recueillies dans un délai de 8 jours. La Ville d'Amiens disposera d'un délai de 15 jours à compter de leur réception pour apporter des réponses à ces observations. Le commissaire-enquêteur disposera d'un délai de 30 jours à compter de la fin de l'enquête pour transmettre son rapport et ses conclusions motivées. Les copies du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur seront adressées à Monsieur le Préfet de la région Hauts-de-France, à la Préfète de la Somme et à la Présidente du Tribunal Administratif. Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public à la Mairie - Direction de l'Urbanisme Réglementaire - 7 rue de la Malmaison, pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête, aux jours et heures habituels d'ouverture au public ainsi que sur le site internet de la ville d'Amiens : <https://www.amiens.fr>

ARTICLE 9 : Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête publique sera publié quinze jours au moins avant le début de celle-ci et rappelé dans les huit premiers jours de l'enquête, dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département. Cet avis sera affiché notamment à la Mairie et sur les panneaux municipaux prévus à cet effet ainsi que disponible sur le site [amiens.fr](https://www.amiens.fr).

ARTICLE 10 : Le règlement local de publicité, éventuellement modifié pour tenir compte des avis des personnes publiques consultées, des conclusions du commissaire enquêteur et des observations du public, sera approuvé par délibération du Conseil Municipal d'Amiens.

ARTICLE 11 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville d'Amiens est chargé de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A AMIENS, à l'Hôtel de Ville, le 30 JUL. 2021

Pour le Maire et par délégation,


Christophe Gaudin
Maire de la Ville d'Amiens
(SOMME)